

AUTO-CERTIFICATION FISCALE**DÉSIGNATION DU BÉNÉFICIAIRE****DÉSIGNATION DU BÉNÉFICIAIRE DES REVENUS - DIVIDENDES ET/OU INTÉRÊTS**

Identifiant personne : _____
Nom : _____
Prénom : _____
Né(e) le : _____
À : _____ Pays de naissance : _____
Adresse du domicile : _____ Pays : _____
Adresse mail à laquelle je peux être joint(e) si besoin : _____

SI MINEUR OU MAJEUR INCAPABLE, REPRÉSENTÉ PAR

Veuillez compléter les informations ci-dessous :

Nom : _____
Prénom : _____
Né(e) le : _____
À : _____ Pays : _____
Agissant en qualité de : _____

DÉCLARATION DE PAYS DE RÉSIDENCE FISCALE

Cochez les cases correspondant à votre situation : vous devez impérativement cocher **A** ou **B**. Complétez le **numéro d'identification fiscal** si vous cochez **B**.

Je certifie :

A avoir la qualité de résident fiscal français ;

ou :

B avoir la qualité de résident fiscal à l'étranger de / du / des _____

(Désigner le pays ou l'état de résidence fiscale principal) depuis le _____ ;
mon numéro d'identification fiscal (NIF / US TIN)⁽¹⁾ est _____ ou motif de non disponibilité⁽¹⁾ _____ ;
et que les revenus ont été ou seront déclarés à l'administration des impôts de l'état de résidence ;

et, (à remplir le cas échéant)

C avoir des obligations fiscales dans les autres états (ou territoires) listés ci-dessous :

État ou territoire : _____ NIF / US TIN⁽¹⁾ _____ ou motif de non disponibilité⁽¹⁾ _____

État ou territoire : _____ NIF / US TIN⁽¹⁾ _____ ou motif de non disponibilité⁽¹⁾ _____

État ou territoire : _____ NIF / US TIN⁽¹⁾ _____ ou motif de non disponibilité⁽¹⁾ _____

⁽¹⁾ Si vous n'êtes pas en mesure de fournir un NIF ou un US TIN, veuillez indiquer le motif **a**, **b**, **c** tel qu'indiqué ci-dessous :

Motif a : votre pays de résidence fiscale ne fournit pas de NIF ou d'US TIN à ses résidents.

Motif b : vous ne pouvez pas obtenir de NIF ou d'US TIN pour une autre raison (si vous avez sélectionné ce motif, veuillez expliquer pourquoi vous ne pouvez pas obtenir de NIF).

Motif c : le NIF n'est pas requis (sélectionnez cette raison seulement si les autorités du pays de résidence fiscale renseigné n'imposent pas de le divulguer).

SI VOUS RÉSIDEZ OU ÊTES NÉ(E) AUX ÉTATS-UNIS SANS OBLIGATION FISCALE⁽²⁾**Je certifie :**

D être résident(e) des États-Unis ou d'un territoire des États-Unis **mais ne pas être soumis(e) à des obligations fiscales** aux États-Unis.

E être né(e) aux États-Unis ou sur un territoire des États-Unis **mais ne pas être soumis(e) à des obligations fiscales** aux États-Unis. Dans ce cas, merci de transmettre une copie de votre certificat de perte de citoyenneté US⁽³⁾ ou d'indiquer ci-dessous le motif d'absence d'obligations fiscales vis-à-vis des USA :

Motif : _____

⁽²⁾ Si vous êtes né(e)s ou résident(e-s) aux États-Unis ou dans un territoire des États-Unis sans avoir d'obligations fiscales vis-à-vis de ce pays vous devez impérativement cocher la case D ou E.

⁽³⁾ Vous pouvez obtenir des informations sur le certificat de perte de nationalité US auprès de l'ambassade des États-Unis à Paris ou sur leur site internet à l'adresse <https://fr.usembassy.gov/u-s-citizen-services/citizenship-services/> ou sur le site <https://travel.state.gov> rubrique Legal Considerations.

Je reconnais :

- être le bénéficiaire effectif des revenus concernés par la présente attestation,
- que l'établissement payeur appliquera si besoin la fiscalité des non-résidents fiscaux aux revenus dont je suis bénéficiaire (dividendes et/ou intérêts),
- être informé(e) que toute infraction de ma part est susceptible d'entraîner les conséquences pénales telles que prévues par l'article 441-7 du Code pénal⁽⁴⁾,
- n'avoir aucune autre obligation fiscale dans d'autres états (ou territoires).

⁽⁴⁾ Article 441-7 du Code pénal :

"(...) est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° de falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui."

En cas de résidence fiscale à l'étranger, je joins :

- soit une attestation de résidence de la juridiction citée au moyen d'un formulaire CERFA série 5 000 (sans annexe)⁽⁵⁾ complété, signé et revêtu du cachet de l'administration fiscale de votre pays de résidence fiscale, disponible sur le site www.impots.gouv.fr ;
- soit une attestation de résidence de la juridiction citée établie par l'administration fiscale de votre lieu de résidence fiscale ;
- soit un avis d'imposition à l'étranger de la juridiction citée.

Dans la mesure du possible, ces documents doivent être établis en français ou accompagnés de traductions par un traducteur assermenté.

⁽⁵⁾ Formulaire disponible sur le site www.impots.gouv.fr.

Informatique et libertés

Les données personnelles ci-dessus vous concernant sont collectées par le distributeur en vue de respecter nos obligations légales et fiscales en lien avec les accords internationaux d'échange de renseignements fiscaux. L'ensemble des données obligatoires doivent être renseignées et renvoyées selon les délais impartis par la réglementation. A défaut, les formulaires retournés ne pourront être considérés valides et feront l'objet de relances, voire de déclarations spécifiques réglementaires de non-conformité s'imposant aux banques envers les autorités d'État françaises compétentes. Les destinataires de ces données ainsi collectées sont le personnel du distributeur, tout comme celui de Suravenir, intervenant sur cette réglementation et les autorités d'État françaises concernées. Pour connaître l'ensemble des finalités de la collecte vous pouvez vous reporter aux conditions générales en vigueur. Sur les informations personnelles collectées, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition que vous pouvez exercer auprès du distributeur.

Fait à _____, le _____.

Signature du déclarant ou de son représentant légal précédée de la mention manuscrite
« J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus » :